TÉMOIGNAGES D'AGRICULTEURS BURUNDAIS

Récits et enseignements des actions CAPAD/CSA menées dans la région du Moso, Burundi (2013-2018)

Décembre 2018

Activités de capitalisation dans le cadre du **« Programme d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les communes de Gisuru, Cendajuru et Kinyinya au Burundi »** exécuté avec le soutien financier du Fonds belge pour la Sécurité alimentaire (FBSA)

SOMMAIRE

INTRODUCTION..... 5

- Le récit et la force du détail pour éclairer des réalités complexes et tirer des enseignements..... 6
- Le programme FBSA-Moso : des associations locales et des ONG belges luttent contre l'insécurité alimentaire..... 8
- Focus sur les actions CAPAD/CSA au sein du programme : 3 principaux axes d'intervention..... 10

LA PAROLE AUX BÉNÉFICIAIRES..... 13

- **Pascasie** : « Des initiatives individuelles et collectives qui annoncent le changement »..... 14
- **Romain** : « La force du groupe pour surmonter les difficultés et initier de nouvelles pratiques »..... 20
- **Protais** : « Valoriser ses acquis pour donner de l'ampleur à ses activités agricoles et commerciales »..... 26
- **Athanase** : « Devenir leader, un investissement au profit de la famille et de la communauté »..... 32
- **Ernest** : « Adapter ses méthodes de production et toujours chercher à s'améliorer »..... 38
- **Espérance** : « Se former pour entreprendre et se donner les moyens de ses ambitions »..... 44

INTRODUCTION

Le récit et la force du détail pour éclairer des réalités complexes et tirer des enseignements

Le carnet que vous tenez entre les mains rassemble les témoignages d'agricultrices et d'agriculteurs de la région du Moso. À l'Est du Burundi, à la frontière avec la Tanzanie, nous sommes allés à leur rencontre au terme des 5 années d'activités réalisées par la CAPAD et le CSA dans le cadre du programme FBSA-Moso.

Au travers des récits de Pascasie, Romain, Protais, Athanase, Ernest et Espérance, nous tentons d'apporter un éclairage sur la manière dont le programme, conduit entre 2013 et 2018 avec comme objectif d'améliorer les revenus et l'accès aux marchés des petits producteurs, a été perçu par les bénéficiaires.

Quelle était leur situation avant le début des activités ? Comment géraient-ils leurs récoltes et quel revenu pouvaient-ils en tirer ? Comment ont-ils vécu la mise en œuvre du programme ? Quel impact les formations et campagnes de sensibilisation ont eu sur leur approche du métier d'agriculteur, sur la gestion de leurs exploitations, sur leur vie familiale ? À quelles difficultés ont-ils été confrontés ? Comment entrevoient-ils l'avenir ? Quels défis sont encore à relever ?

Recourir au récit pour restituer un savoir explicite et implicite et tirer des enseignements

Considérant que les « petites » histoires sont révélatrices de grands thèmes et que la force évocatrice du détail éclaire des réalités complexes, nous avons choisi de recourir au récit pour restituer un savoir explicite et implicite nous permettant de tirer des enseignements relatifs aux pratiques et aux méthodes choisies par la CAPAD et le CSA pour accompagner le changement.

Au cours des entretiens approfondis que nous avons réalisés chez eux et en petit comité, créant ainsi un environnement propice à une parole libérée, les producteurs et productrices des communes de Gisuru, Cendajuru et Kinyinya se sont livrés. Ils se sont racontés, nous ont décrit l'évolution de leur quotidien depuis l'introduction du programme. Au travers d'anecdotes et de récits de « la vie de tous les jours », ils nous ont permis de comprendre comment ils se sont appropriés les outils qui leur avaient été proposés, comment ils les ont fait évoluer et nous ont ainsi permis d'observer les forces et les limites des actions menées.

Avant de nous plonger dans les témoignages de Pascasie, Romain, Protais, Athanase, Ernest et Espérance, quelques mots sur le programme FBSA-Moso et les activités mises en œuvre par la CAPAD et le CSA.

Le programme FBSA-Moso : des associations locales et des ONG belges luttent contre l'insécurité alimentaire

Le programme FBSA-Moso

Le programme FBSA-Moso est un programme multi-acteurs qui, pendant 5 ans, a eu pour objectif d'améliorer l'offre alimentaire, les revenus et l'accès aux marchés des petits producteurs et groupes vulnérables de la région du Moso au Burundi.

Les activités du programme se sont étendues de 2013 à 2018 et ont été financées par le Fonds Belge pour la Sécurité Alimentaire (FBSA), un instrument de financement créé en 2010 à l'initiative du Parlement belge et destiné à améliorer la sécurité alimentaire de groupes de population vulnérables en Afrique subsaharienne.

La particularité du programme FBSA-Moso a résidé dans le fait qu'il était constitué d'un consortium d'associations locales, d'ONG belges et d'organisations multilatérales, permettant ainsi à chaque intervenant de se concentrer sur les aspects pour lesquels il pouvait offrir une plus-value substantielle.

- **5 ONG de droit belge** : Caritas International, Louvain Coopération, Solidarité Mondiale, Croix Rouge de Belgique et CSA → qui coopèrent avec des ONG de droit burundais (**associations locales**) : SOPRAD, UCODE, ADISCO, AGAKURA, Croix Rouge du Burundi et CAPAD
- **2 entités du Système des Nations Unies** : FAO, UNCDF

Le couple « CAPAD / CSA »

La CAPAD (**Confédération des Associations des Producteurs Agricoles pour le Développement)** est constituée de plus de 100.000 exploitations familiales (dont 62% de femmes) cultivant des cultures vivrières et maraichères, et regroupées dans plus de 100 coopératives.

CAPAD se veut un lieu de rencontre, de dialogue et d'échange entre organisations paysannes sur les problèmes de production agricole et les approches de développement du monde rural, avec pour objectif l'amélioration des conditions de vie en milieu rural.

Avec plus de 15 ans d'expérience, CAPAD est devenue une structure paysanne qui œuvre pour le développement d'un leadership paysan et la réconciliation des Burundais autour des activités agricoles pour lutter contre la pauvreté.

La structuration des producteurs agricoles dans des petits groupements au niveau des collines et qui évoluent dans des coopératives de production au niveau des communes est une stratégie adoptée par CAPAD pour mieux répondre aux besoins des communautés rurales.

Le CSA (**Collectif Stratégies Alimentaires**) est une ONG belge qui vise à accroître la viabilité économique, sociale et environnementale des exploitations agricoles familiales par le renforcement des organisations de producteurs agricoles et la mise en place de politiques et programmes publics appropriés.

Le CSA appuie les organisations de producteurs agricoles dans l'accompagnement de leurs membres vers une transformation de leurs modes d'exploitation pour qu'ils soient plus « durables ». Le CSA s'intéresse également aux instruments de régulation des marchés ainsi qu'à l'amélioration du pouvoir de marché des agriculteurs et de leurs capacités à produire dans des conditions durables.

La CAPAD et le CSA travaillent ensemble depuis 2010 sur les questions d'appui aux organisations de producteurs agricoles, avec une collaboration qui n'a cessé de se renforcer au fil des années. Ainsi, le CSA soutient la CAPAD par le financement d'activités inscrites dans le plan stratégique de cette dernière.

Les activités portent sur le renforcement des coopératives dans leur gouvernance et leurs activités de valorisation de la production des agriculteurs membres, par l'encadrement technique de la CAPAD. Elles concernent également le renforcement des membres des coopératives pour (i) développer des systèmes de production durables, en particulier via les techniques agroécologiques, (ii) mieux gérer leurs exploitations agricoles et (iii) travailler en synergie avec les autres membres des coopératives.

Les zones d'intervention

La zone géographique d'intervention du programme FB-SA-Moso constitue un bloc continu de trois communes que sont Cendajuru (en province de Cankuzo), Kinyinya et Gisuru (dans la province de Ruyigi), toutes situées dans la région du Moso et frontalières de la Tanzanie. Le Moso est une région post-conflit marquée par des déplacements de population, qui traverse régulièrement de sévères périodes d'insécurité alimentaire et qui n'avait jusqu'alors bénéficié que peu d'appui.

La population totale des 3 communes est de 179.741 habitants[1], soit 2,2% de la population nationale. Afin de concentrer les interventions du projet sur des zones géographiques suffisamment groupées, les actions ont été limitées à 43 collines des 3 communes. Pendant les 5 années de son exécution, le programme a ainsi ciblé 6.000 ménages et parmi lesquels, les plus vulnérables du pays.

[1] Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat réalisé en 2008

Focus sur les actions CAPAD/CSA : 3 principaux axes d'intervention

Les actions menées entre 2013 et 2018 par la CAPAD et le CSA se sont concentrées sur 3 volets d'intervention : (1) accompagner les agriculteurs dans leur **processus de structuration et d'organisation**, (2) améliorer leurs **capacités de stockage et de transformation** et (3) faciliter leur **accès au crédit**.

L'évolution de la situation entre 2013 et 2018

Depuis 2013, ce sont environ 3.000 agriculteurs qui se sont rassemblés en groupements locaux, eux-mêmes regroupés au sein de 3 coopératives. Outre l'aide à la structuration, la CAPAD a proposé un accompagnement technique aux coopératives afin qu'elles puissent rendre des services efficaces à leurs membres (achats groupés d'intrants, stockage, transformation, commercialisation groupée ou facilitation de l'accès au crédit). Après 5 ans de projet, l'on observe que les coopératives sont gérées de manière transparente et qu'en 2017, elles ont pu collecter et stocker près de 200 tonnes de productions vivrières (riz, sorgho, haricot, maïs, arachide…).

Une fois leur production sécurisée dans les hangars de stockage, les membres des coopératives ont pu bénéficier de crédits *warrantage* (crédit octroyé en mettant la production en garantie). Des crédits qui leur ont permis de réaliser d'autres activités génératrices de revenus en attendant le bon moment pour procéder à la vente groupée de leur production. Parallèlement, les agriculteurs ont mis en place des Mutuelles de Solidarité (MUSO) qui leur permettent d'épargner et de s'octroyer entre eux des prêts pour de petits investissements, évitant ainsi leur endettement auprès d'usuriers.

Regarder et comprendre le changement autrement

Lorsque l'on considère l'évolution de la situation dans les 3 communes d'intervention en termes de création de groupement, de quantités stockées ou d'accès au crédit, les résultats sont encourageants. Il convient néanmoins de changer d'échelle pour tenter d'appréhender l'incidence qu'ont eue les modes d'action CAPAD/CSA sur les pratiques, le savoir et le savoir-faire des agriculteurs bénéficiaires du programme.

En partageant leur histoire, Pascasie, Romain, Protais, Athanase, Ernest et Espérance nous racontent comment ils sont parvenus à valoriser leur production et à augmenter leurs revenus grâce à la force du groupe, à développer de nouvelles activités rémunératrices par la prise d'initiative. Au travers de leurs récits, nous comprenons comment ils sont parvenus à acquérir de nouvelles parcelles de terrain, à améliorer leur alimentation et leur habitat, à investir dans la scolarisation de leurs enfants… malgré les obstacles quotidiens et les défis constants à relever.

LA PAROLE AUX BÉNÉFICIAIRES

Des initiatives individuelles et collectives qui annoncent le changement

Pascasie NDINDAMAGAMBO
→ agricultrice

ÂGE : 44 ans
FAMILLE : mariée, 13 enfants
COMMUNE : Gisuru
COLLINE : Nkurubuye
SUPERFICIE EXPLOITÉE : 4,5 hectares
CULTURES PRINCIPALES : riz, banane
AUTRES ACTIVITÉS : présidente de l'association de crédit
ACCOMPAGNEMENT CAPAD : montage et gestion de crédits, création et organisation de coopératives

Entretien réalisé le 14 février 2018

Pascasie Ndindamagambo devait nous accueillir chez elle pour la réalisation de l'entretien, mais de récentes pluies et l'état de délabrement du pont qui relie le centre de Gisuru à son exploitation en ont rendu l'accès impossible. Informé de notre passage, un habitant de la commune nous accueille pour l'occasion.

Une prise en main collective pour un travail plus rémunérateur

Difficultés de sécurisation de la production et vente à prix dérisoires

Pascasie a 44 ans, elle est mariée et mère de 13 enfants. L'agricultrice de la commune de Gisuru nous raconte que jusqu'en 2014, année qui a vu émerger le programme FBSA-Moso, elle et son mari exploitaient 8 parcelles sur la colline de Nkurubuye, pour une superficie totale de 2 hectares. À cette époque, explique Pascasie, il était très compliqué pour elle et sa famille de tirer des revenus de leur production. La difficulté majeure était liée à la sécurisation des stocks de riz ou de bananes qu'ils parvenaient à récolter. Tout comme ses voisins, Pascasie devait faire face à un fléau qui sévissait et sévit toujours dans la commune : le vol.

« Nous gaspillions notre production en l'écoulant en vente directe à des prix dérisoires »

« *J'avais le sentiment que nous gaspillions notre production parce que nous l'écoulions en vente directe à des prix dérisoires. Malheureusement, nous n'avions pas d'autre choix que de l'écouler rapidement si nous voulions en tirer un minimum de bénéfices. Il suffisait que l'on s'absente quelques heures, comme pour aller à la messe, et à notre retour on découvrait que toutes nos réserves avaient été volées* ». Pascasie se souvient de cette période comme d'une période particulièrement difficile : « *cette crainte qui ne nous quittait pas nous plongeait dans une véritable misère alors que nous nous épuisions à la tâche et que nous produisions une certaine quantité* ».

La participation aux activités du programme, une décision familiale

Pascasie situe les prémisses d'un changement lorsqu'en 2014, elle a assisté à une campagne de sensibilisation à la question des revenus agricoles et de l'accès au marché. Pascasie se souvient : « *Sur les collines, on a vu que des organisations comme la CAPAD et le CSA mettaient en place un programme d'appui et de développement des producteurs. J'ai tout de suite voulu prendre part aux réunions* ».

Quant à la décision de se lancer pleinement dans les différentes activités prévues par le programme, c'est en famille que Pascasie l'a prise. « *Après les différentes séances introductives, je me suis assise avec mon mari et mes enfants et je leur ai présenté le programme. Je leur ai expliqué que ce serait un bon moyen d'améliorer notre niveau de vie. Ils ont tout de suite adhéré* ».

La création du groupement, des formations et les premiers effets encourageants

Pour Pascasie, la première étape du programme a consisté en la création d'un groupement de 10 personnes, suivie d'une série de formations sur le renforcement de capacités. Tour à tour, elle et les 9 autres membres du groupement ont été formés au montage et à la gestion des crédits, à la création et à l'organisation de coopératives. « *Petit à petit, nous avons appris à gérer un groupement de 10 personnes. C'est important que chacun s'investisse et ça repose notamment sur la cotisation de 200 FBU par mois que chaque membre doit verser* ». Pascasie a immédiatement remarqué les avantages de la collectivité : « *Ensemble, nous avons tout de suite pu mettre en place une chaîne de solidarité. Nous avons acheté 2 chèvres, dont 1 qui est en gestation aujourd'hui* ».

Stocker la production dans le hangar de la coopérative, une solution avec son lot d'obstacles

« *La sensibilisation au stockage de notre production dans le hangar de la coopérative nous a ouvert les yeux. Si nous voulions valoriser notre production et la vendre à un prix rémunérateur, le stockage était vraiment une solution idéale* », témoigne Pascasie. Encore aujourd'hui, la mise en place et le développement de cette activité rencontre néanmoins quelques difficultés dans cette région escarpée de l'Est du Burundi. « *Nous devons faire face à des problèmes d'acheminement de notre production vers le hangar de stockage parce que les routes sont souvent*

impraticables », déplore l'agricultrice qui ajoute avoir encore recours à la vente directe pour éviter le vol lorsqu'elle ne peut pas acheminer les quantités qu'elle voudrait. « *Nous parlons souvent de l'état des routes au sein du groupement, nous essayons de trouver des solutions. J'ai récemment pris l'initiative d'aller voir l'administration communale pour leur demander de nous soutenir. Ils nous ont donné 22 sacs de ciment pour construire un pont, mais ce n'était pas suffisant pour finaliser les travaux et avec les dernières pluies, ça c'est encore empiré* ».

Les membres du groupement ne comptent pas en rester là. Pascasie nous confie qu'un des projets prioritaires du groupement est de contracter un crédit de 250.000 FBU pour finaliser ces travaux.

« La sensibilisation au stockage de notre production dans le hangar de la coopérative nous a ouvert les yeux »

De nouvelles pratiques génératrices de revenu

Une augmentation de la production et des surfaces exploitées grâce à l'accès au crédit

La possibilité d'accéder au crédit a initié d'importants changements dans la vie de Pascasie. « *Avec mon mari, nous avons contracté un premier crédit de 200.000 FBU auprès d'un organisme de microfinance. Ce crédit nous a permis de faire appel à de la main d'œuvre pour nous aider au sarclage et à la récolte. Avec cette aide supplémentaire, nous avons pu produire 30 sacs de riz en une saison culturale, c'est énorme !* » Les bénéfices engrangés par la vente de riz auront permis à Pascasie et à son mari d'acheter deux parcelles de terre sur la colline, de faire l'acquisition d'une vache et de deux porcs, de payer la scolarisation d'un de leurs enfants à l'université et enfin, de planter 2 rangées complètes de bananiers.

« Nous avons pu produire 30 sacs de riz en une saison culturale, c'est énorme ! »

Après ce premier succès et le remboursement de son premier et même de son deuxième crédit, Pascasie s'est vu refuser le troisième. Pascasie nous explique que parmi les autres membres de la coopérative qui avaient eux aussi contractés des crédits auprès de l'organisme de microfinance, certains n'ont pas respecté leurs engagements : « *Certains ont cru que cet argent leur avait été donné et ne l'ont jamais remboursé. Du coup, l'organisme de crédit n'a plus voulu nous en octroyer. J'ai introduit un recours pour contester cette sanction, mais je crois surtout que c'est avec l'aide du staff de la CAPAD et des leaders de la coopérative que nous parviendrons à les faire rembourser et à faire en sorte que la situation se débloque* ».

Prise d'initiative et création d'une association de crédit

La question de l'accès au crédit a germé dans l'esprit de Pascasie qui nous raconte avoir compris « *l'importance de l'octroi de crédit en période de soudure, alors qu'il n'y a pas de revenu et que des dépenses sont à prévoir, comme l'achat d'engrais par exemple* ». C'est ainsi qu'avec les membres d'autres groupements, l'idée de créer une association de crédit a été lancée. « *Nous étions 30 personnes et chacun a cotisé 1.000 FBU. Notre structure est très similaire à une mutuelle de solidarité* ». Pascasie, qui a dès le départ été très impliquée dans la création de l'association, en a été élue présidente.

Une amélioration substentielle du quotidien

Pascasie se rappelle des difficultés qu'elle rencontrait avant de participer aux activités de la coopérative : « *Avant, c'était la disette en décembre et en janvier, je ne pouvais nourrir mes enfants qu'une seule fois par jour* ». En 4 ans, la situation de Pascasie et de sa famille a nettement évolué. Grâce à l'accès au crédit, au stockage et à la dynamique qui s'est mise en place autour du groupement, les activités agricoles de la famille sont devenues des activités génératrices de revenus.

Aujourd'hui, ce ne sont plus 2 hectares, mais plus de 4 hectares de surface exploitable dont ils disposent. Elle et sa famille peuvent se permettre de contracter ponctuellement de la main d'œuvre pour les aider dans leurs activités champêtres, ils ont engagé deux ouvriers permanents et leur cheptel compte 6 vaches et 2 porcs. « *Mais surtout* », insiste Pascasie, « *les enfants mangent 3 fois par jour et je veux que ça continue à s'améliorer, je voudrais pouvoir leur donner du lait tous les jours, mais ça n'est pas encore possible* ». Pascasie conclut notre entretien en nous exprimant sa satisfaction au regard du chemin parcouru : « *je suis fière des pratiques que j'ai pu mettre en place et d'autant plus quand je vois certaines personnes de mon entourage s'en inspirer* ». ■

La force du groupe pour surmonter les difficultés et initier de nouvelles pratiques

Romain AHIGOMBEYE
→ agriculteur

ÂGE : 28 ans
FAMILLE : marié, 1 enfant
COMMUNE : Gisuru
COLLINE : Gakangaga
SUPERFICIE EXPLOITÉE : 2 hectares
CULTURES PRINCIPALES : maïs, haricot, avocat, mangue
ACCOMPAGNEMENT CAPAD : structuration en groupement, commercialisation et stockage, accès au crédit

Entretien réalisé le 14 février 2018

Aux confins du Burundi, à la frontière avec la Tanzanie, Romain Ahigombeye et sa femme nous accueillent « *dans cette zone enclavée tellement difficile d'accès* », comme il la qualifie lui-même. Nous nous installons pour l'entretien à l'ombre d'un manguier.

Des pratiques ancrées qui ne satisfont pas

Les limites de la vente directe

Romain commence notre entretien en nous décrivant la situation sur la colline de Gakangaga avant que ne débutent les activités du programme FBSA-Moso en 2014. « *Nous ne maîtrisions pas les techniques agricoles mais ma femme et moi produisons une quantité assez importante de maïs et de haricots, et la plupart du temps, nous la vendions directement sur notre exploitation* ».

Romain pointe du doigt la limite de son exploitation et nous explique que ce que nous voyons s'étendre à l'horizon, à peine quelques kilomètres plus loin, ce sont les vastes plaines de la Tanzanie. « *Nous avons souvent la visite de Tanzaniens, ils traversent la frontière pour nous acheter des mangues ou des avocats à bons prix* ».

« *Le comble de la vente directe* », nous confie Romain, « *c'est que nous vendions toute notre production sans aucun contrôle sur les prix et que lorsque nous n'avions plus de stock pour notre propre consommation, nous devions acheter sur le marché des denrées que nous produisons nous-mêmes à des prix plus élevés que ceux auxquels nous les avions vendues* ».

« Nous achetions sur le marché des denrées que nous produisions à des prix plus élevés que ceux auxquels nous les avions vendues »

La faiblesse constatée des ménages isolés

Romain se rappelle que 4 ans auparavant, « *chacun travaillait dans son coin, il n'y avait pas vraiment de solidarité ou d'entraide entre voisins* ». Il se souvient en particulier des difficultés auxquelles devaient faire face les ménages isolés, comme le sien, pour accéder aux engrais.

Lorsqu'il a été invité à participer aux activités mises en place par la CAPAD et le CSA sur la structuration en groupement, la valorisation de la production, le stockage et l'accès au crédit, Romain n'a pas hésité. Avec 9 de ses voisins, ils ont ainsi constitué l'un des groupements de la colline de Gakangaga.

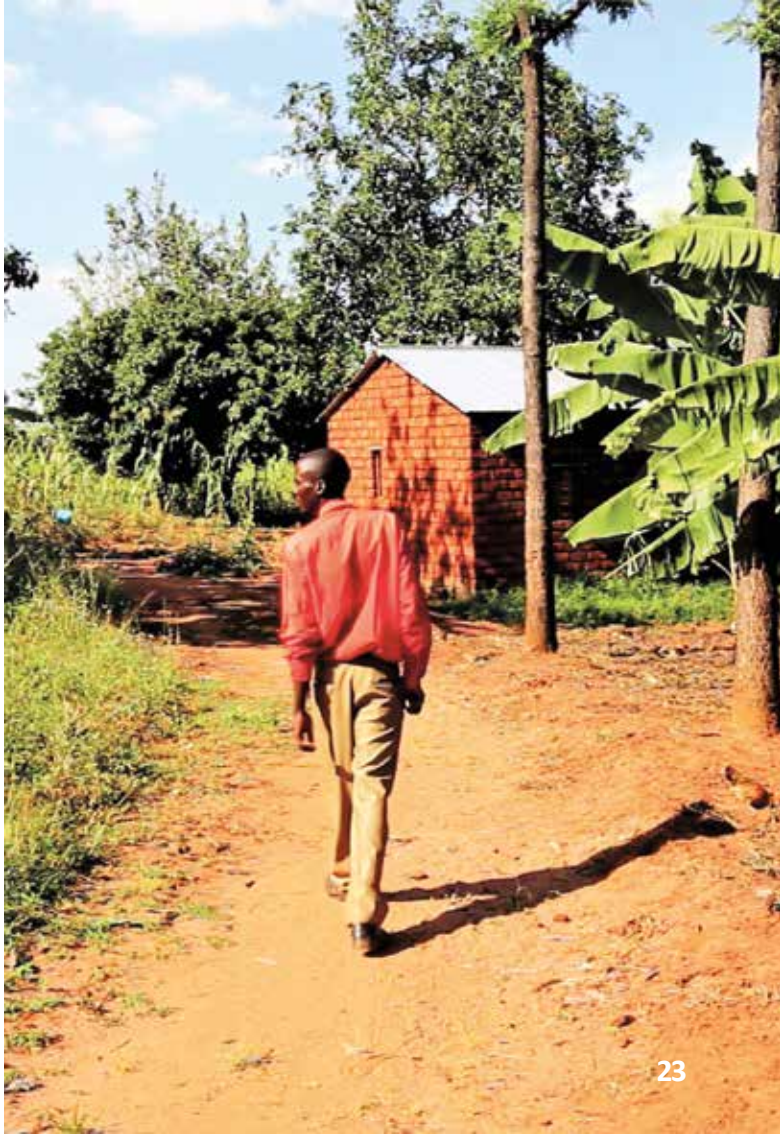
Romain nous raconte que l'investissement en termes de temps au sein de ce groupement n'est pas excessif et que cela lui permet de poursuivre sans aucun problème ses autres activités. « *Nous nous réunissons une fois par semaine, souvent le dimanche matin, nous choisissons un endroit central et facile d'accès pour tous* ».

Se rassembler et se former pour valoriser son activité

De nouvelles sources de revenu générées par le groupe

« *La première chose que nous ayons faite avec le groupement* », nous raconte Romain, « *c'est acheter 3 chèvres en commun* ». Elles sont aujourd'hui au nombre de 6 et le groupement ne compte pas s'arrêter là, notamment avec le projet d'acquérir une vache. Les investissements réalisés par le groupement ont été possibles grâce à l'exploitation d'un champ de maïs communautaire. Romain nous explique que l'idée de cette exploitation commune d'une parcelle de terrain « *permet de dégager des revenus pour que chacun puisse cotiser auprès du groupement, sans que cela ne pèse sur les ménages* ». La constitution d'un capital commun a également permis d'accéder aux engrais, d'acheter de la fumure, alors que cela leur était difficile lorsque chacun des membres travaillait de manière isolée.

Le jeune agriculteur poursuit son récit et nous décrit comment la structuration en groupement a généré d'autres revenus. « *Les membres du groupement constituent une réserve de main d'œuvre. Nous travaillons ensemble sur notre champ commun, bien entendu, mais nous sommes également rémunérés pour des travaux champêtres que nous réalisons sur d'autres champs voisins – qui ne font pas nécessairement partie du groupement – et nous augmentons ainsi les revenus du groupe* ».



L'accès au crédit : une pierre après l'autre

Avec l'appui de la CAPAD et du CSA, Romain s'est lancé dans le processus d'obtention d'un crédit auprès d'un organisme de microfinance. « *J'avais le projet de construire une nouvelle maison sur mon terrain, une plus robuste et avec de meilleurs matériaux que celle que nous avons actuellement* ». Mais la première somme perçue (200.000 FBU) ne suffisait pas, alors Romain a acheté 5 porcs et 10 poules. Entretemps, les porcs se sont multipliés et il en a vendu 15 à ses voisins. À 35.000 FBU par porc, Romain a pu se constituer le capital de départ nécessaire aux travaux de sa nouvelle maison. « *Avec la vente des porcs et de ma production, j'ai pu acheter 27 tôles et j'ai maintenant la possibilité d'acheter les matériaux qui me permettront de fabriquer les briques avec mes frères* ».

Les activités de sensibilisation au crédit ont ensuite conduit le groupement à constituer une mutuelle de solidarité, une MUSO. Romain nous en décrit la création. « *À l'origine de notre mutuelle de solidarité, nous étions 10 membres, les mêmes personnes qui constituaient le groupement. Pour rejoindre la MUSO, chacun a dû apporter un capital d'entrée de 52.000 FBU. Nous ne sommes plus que 8 membres aujourd'hui, 2 des membres n'ont jamais remboursé leurs emprunts et ont fui vers la Tanzanie, mais cela ne nous empêche pas de continuer nos activités, même à 8, nous les menons à bien* ». Romain a contracté 2 crédits auprès de la MUSO. Il a d'abord emprunté 30.000 FBU pour financer la scolarisation de l'un de ses frères et ensuite 30.000 FBU pour lui acheter des lunettes.

Des avancées substentielles et des projets toujours plus ambitieux

Stocker pour sécuriser et valoriser la production

Pour Romain, au-delà des nouvelles activités génératrices de revenus qui se sont développées autour du groupement, c'est le stockage qui a apporté le plus grand changement. « *Grâce aux formations sur le stockage, nous pouvons mieux valoriser notre production* », nous dit-il. « *Aujourd'hui, lorsque nous produisons, nous gardons une partie pour notre consommation et nous sécurisons le surplus dans le hangar de la coopérative. Nous attendons alors que les prix soient satisfaisants pour vendre notre production. Ca fait une grande différence !* ». Bien que l'activité de stockage contribue fortement à la valorisation de la production, Romain observe que la situation est loin d'être idéale. « *Dans cette zone enclavée, tellement difficile d'accès, nous avons de grosses difficultés pour acheminer notre production vers le hangar de stockage. La terre est fertile par ici, mais les routes restent difficilement praticables* ».

> « Aujourd'hui, nous attendons que les prix soient satisfaisants pour vendre notre production. Ça fait une grande différence ! »

Solidarité et autonomie, des perpectives d'avenir prometteuses

Alors que notre entretien s'achève, Romain revient sur la question de la solidarité. « *Depuis que les activités se sont mises en place, on constate un vrai changement dans la relation que nous avons avec nos voisins. Nous nous sommes créé un réseau et c'est ce réseau qui a permis la mise en place de nouvelles activités génératrices de revenus* ». En plus des travaux entamés dans sa maison, du soutien financier qu'il peut apporter à ses frères, Romain a pu s'acheter un vélo.

Lorsque nous lui demandons comment il voit l'avenir maintenant que le programme arrive à son terme, Romain nous assure qu'il se sent suffisamment autonome pour poursuivre les activités initiées. « *Gestion de la coopérative, des stocks, accès au crédit… nous savons comment cela fonctionne et ce qu'il faut faire pour que la situation continue à s'améliorer* ». Et Romain ne manque pas d'ambition et de projets pour l'avenir. « *Je voudrais terminer la construction de mon habitat en ciment, paver devant ma maison, m'acheter une moto – entre autres pour faciliter l'acheminement de ma production vers le hangar de stockage –, acheter de nouvelles terres car celles que je possède ne vont plus me suffire et permettre à mes deux petits frères d'aller à l'université* ». Sur l'orientation professionnelle future de ses frères, Romain nous confie que si aujourd'hui l'un d'entre eux veut être docteur et l'autre travailler pour les impôts, il va un jour prendre le temps de discuter avec eux et pourquoi pas, les convaincre que travailler dans l'agriculture peut être rémunérateur. ■

Valoriser ses acquis pour donner de l'ampleur à ses activités agricoles et commerciales

Protais NTAKATARUSHA
→ agriculteur

ÂGE : 57 ans
FAMILLE : marié, 8 enfants
COMMUNE : Cendajuru
COLLINE : Kibande
SUPERFICIE EXPLOITÉE : 2,5 hectares
CULTURES PRINCIPALES : riz, haricot, manioc, banane, arachide
ACCOMPAGNEMENT CAPAD : structuration en groupement, accès au crédit, stockage

Entretien réalisé le 15 février 2018

Protais Ntakatarusha est cultivateur de riz dans la commune de Cendajuru, c'est comme ça qu'il se présente. Sur son exploitation perchée sur une petite colline, l'agriculteur, qui tient aussi un petit bistro où il vend sa production de bière, nous accueille.

Des activités qui font écho à une vision

De petites surfaces à cultiver qui ne suffisaient plus

« *Je suis cultivateur de riz, ici sur la colline de Kibande. Avant de commencer à prendre part aux activités du programme, je cultivais une petite superficie* ». C'est ainsi que commence notre entretien. Protais nous explique qu'avant 2013 et le début des activités mises en œuvre par la CAPAD et le CSA, le produit de sa récolte ne lui permettait pas de subvenir aux besoins de base de sa famille. Lorsque Protais décrit sa situation « d'avant », il nous explique que lui et sa famille produisaient et récoltaient essentiellement pour l'autoconsommation. « *Nous conservions la récolte à la maison, pour nous nourrir et parfois aussi, si nous avions un peu de surplus, nous faisions de la vente directe* ». Une situation qui ne semblait plus lui convenir.

« *La terre que je cultivais, je l'avais héritée de mon père, mais cette surface n'était pas suffisante. J'ai voulu changer les choses et je suis parvenu à acheter une autre petite parcelle qui m'a permis d'un peu étendre mon exploitation* ». Pour pouvoir acquérir cette nouvelle surface, Protais s'est lancé dans le commerce de la bière et a loué des terres sur lesquelles il a cultivé le manioc. Pour la récolte, il a pu compter sur l'aide de voisins et d'amis, qu'il remerciait en leur offrant de la bière. Avec les bénéfices engrangés par la vente de la bière et la culture du manioc, Protais a pu investir. « *J'ai acheté cette nouvelle parcelle il y a 5 ans, quand le prix de la terre n'était pas aussi élevé qu'aujourd'hui* », précise-t-il.

« Un groupe solide doit rassembler des gens qui partagent les mêmes envies »

De nouveaux revenus grâce à un groupe solide qui partage les mêmes envies

Parmi les activités proposées par la CAPAD et le CSA auxquelles Protais a participé figurent les formations sur la structuration en groupement autour des coopératives. « *Ce que la formation nous a appris* », raconte Protais, « *c'est qu'un groupe solide et qui veut travailler ensemble doit se constituer sur base d'éléments communs, il doit rassembler des personnes qui partagent les mêmes envies, les mêmes ambitions* ». Protais nous explique avoir gardé cela à l'esprit lorsqu'il a participé à la constitution de son groupement de 10 paysans comme lui et qui depuis 2013, se réunit sans faute deux fois par semaine.

« *Lorsque nous avons formé le groupement, notre premier*

projet a été de mettre en place des activités champêtres en commun », raconte le cultivateur. « *Nous louons et cultivons des champs ensemble et dès que nous récoltons, nous vendons notre production sur le marché* ». L'argent que Protais et les autres membres du groupement retirent de la vente, ils le versent sur le compte du groupement. Cette trésorerie leur permet d'investir dans de nouvelles activités agricoles. « *C'est comme ça, grâce au travail que nous réalisons en commun, que nous générons toujours plus de revenus* ».

Bien que le choix des membres du groupement ait été mûrement réfléchi, Protais nous fait part des difficultés du quotidien. « *Nous constatons l'absence répétée de certains membres aux activités collectives, ça pose de sérieux problèmes* ». « *Alors* », nous dit-il, « *nous avons décidé de prendre des sanctions* ». Lorsqu'un membre du groupement ne se présente pas aux activités champêtres, il se voit infliger une amende. Protais défend fermement l'efficacité de cette mesure pour décourager l'absentéisme.

Tirer le meilleur des dispositifs proposés

Accéder au crédit pour déployer ses activités

Après avoir pris part aux formations sur l'accès au crédit en 2014, Protais nous explique en avoir contracté un premier pour une urgence. « *J'ai pris mon premier crédit auprès d'un organisme de micro-crédit parce qu'on venait de me voler mon vélo* ». Avec ce premier crédit, complété par un autre, Portais a été en mesure de s'acheter un

nouveau vélo et le reste la somme perçue, il l'a investi pour continuer à cultiver son riz. « *Cette année-là, j'ai récolté 500 kg de riz et j'ai tout stocké dans le hangar de la coopérative* », dont lui et son groupement sont membres.

Protais nous raconte qu'il n'a pas rencontré de difficultés pour rembourser ses crédits. Avec la demi-tonne de riz récoltée, il a facilement et rapidement pu s'acquitter de sa dette. Ce qui n'a pas été le cas de tous les membres de la coopérative. « *J'en connais qui ont eu des difficultés pour rembourser les crédits qu'ils avaient contractés. Ils avaient eux aussi investi dans la production, mais avec les aléas climatiques, certains n'ont pas récolté suffisamment pour rembourser* ». Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle tous les crédits n'ont pas été remboursés, nous raconte Protais : « *Certains membres ont simplement pris l'argent et ont fui vers la Tanzanie* ».

Stocker pour sécuriser et valoriser la production

« *Depuis que je suis membre de la coopérative et que j'ai accès au crédit, je parviens à produire beaucoup plus* ». Pour la répartition de sa récolte, Protais nous explique en consommer une partie, en vendre une autre directement et stocker le surplus dans le hangar de la coopérative.

Lorsque nous lui demandons pourquoi il a encore recours à la vente directe, Protais nous explique que si le stockage est le meilleur calcul financier, ce n'est pas toujours évident d'un point de vue pratique et qu'il n'est pas le moins bien loti. « *Chacun s'organise individuellement*

pour acheminer sa production dans le hangar. Moi, j'ai un vélo, je stocke ce que je peux, mais mon champ est très éloigné du hangar. Dans le groupement, nous sommes 4 à avoir un vélo, mais 6 autres membres n'en ont pas, pour eux, c'est encore plus compliqué ».

Un nouvel élan aux activités informelles

Augmentation de la production et du niveau de vie

Grâce aux crédits contractés et aux investissements réalisés dans ses cultures de maïs, de haricot, de manioc, mais surtout de riz, Protais a vu une nette augmentation de sa production. « *Si je dois réaliser des activités agricoles* », nous dit-il, « *et que je dois en même temps effectuer des activités commerciales, j'ai maintenant les moyens d'embaucher quelqu'un pour m'aider sur mon champ* ».

« La vie est meilleure qu'avant, mes enfants ont une alimentation variée (…) s'ils ont besoin de viande, je peux leur en donner »

Avec ses nouveaux revenus, Protais a acheté une vache et un porc qu'il a fait se reproduire et dont il a vendu la progéniture. Générant ainsi d'autres revenus qui lui ont permis d'étendre son activité commerciale, Protais a pu ouvrir un bistro dans le centre de la commune où il vend désormais la bière qu'il n'a jamais cessé de produire. « *Je m'occupe du commerce dans le bistro 2 fois par semaine et ma femme y va une fois. Nous consacrons le reste du temps aux activités agricoles* », explique-t-il.

Quand il fait le bilan, Protais semble satisfait : « *La vie est meilleure maintenant. Mes enfants ont une alimentation variée, ils mangent des légumes et s'ils ont besoin de viande je peux leur en donner parce que j'élève aussi des poules. Personne ne se plaint des vêtements* ». Et parmi ses plus grands accomplissements, il nous parle de la scolarisation de ses enfants. « *J'ai même un fils qui étudie au séminaire et ça coute beaucoup d'argent* », précise-t-il.

Voir toujours plus grand et plus loin

Si Protais observe avec fierté les changements de ces dernières années, il n'en demeure pas moins plein de projets et nous les confie : « *Mon prochain investissement, ce sera une moto. Mes champs sont tellement éloignés, je dois pouvoir déplacer ma production plus facilement. Ensuite, je voudrais acheter de nouvelles parcelles pour augmenter encore ma production* ».

Alors que notre entretien s'achève, le cultivateur de riz nous fait part d'une dernière réflexion : « *Je me suis toujours demandé pourquoi, dans la localité, les maisons étaient encore en paille alors qu'ailleurs, elles ne le sont plus. J'y pense souvent, je voudrais améliorer mon habitat. Ce sont des travaux qui coûtent très cher et même avec l'argent que je perçois grâce aux activités champêtres et commerciales, ce n'est pas encore suffisant* ». Il conclut nos échanges en nous disant : « *Mais je sens que les choses sont en train de changer…* ». ■

Devenir leader, un investissement au profit de la famille et de la communauté

Athanase NCABWENGE

→ agriculteur

ÂGE : 52 ans
FAMILLE : marié, 8 enfants
COMMUNE : Cendajuru
COLLINE : Mugongo
SUPERFICIE EXPLOITÉE : 3 hectares
CULTURES PRINCIPALES : riz, maïs
AUTRES ACTIVITÉS : leader de coopérative, président d'une MUSO
ACCOMPAGNEMENT CAPAD : montage etgestion de crédits, création et organisation de coopératives

→ leader de la coopérative « TUZUBUKENE »

ANNÉE DE CRÉATION : 2014
FILIÈRE PRINCIPALE : maïs
EFFECTIF : 2.541 membres

Entretien réalisé le 15 février 2018

Athanase Ncabwenge est agriculteur et éleveur dans la commune de Cendajuru. Après avoir endossé le rôle de paysan-pilote pendant environ 1 an, il s'est découvert une âme de meneur. Lorsque nous le rencontrons, cela fait 3 mois qu'il a été élu président de la coopérative « TUZUBUKENE ».

Coopérer pour mieux répondre aux besoins de chacun

Une prise de conscience individuelle et une mise en marche collective

Sur la colline de Mugongo, l'année 2013 a été marquée par la mise en œuvre des activités du programme FBSA. Athanase se rappelle que dès le départ, les habitants ont montré un vif intérêt pour le programme de valorisation de la production agricole et ont répondu présent lorsque se sont organisées les premières formations. « *Comment augmenter nos revenus ? Comment, nous, petits producteurs, nous pouvons accéder aux marchés ?* ». C'est en ces termes qu'Athanase nous fait part des grandes questions qui ont été posées aux agriculteurs. « *Moi-même, je suis agriculteur et éleveur* », nous raconte-t-il, « *mais avec mon exploitation qui s'étendait entre 1 et 1,5 hectare, je pouvais juste nourrir ma famille, alors quand les premières activités ont commencé à s'organiser, je me suis tout de suite porté volontaire pour devenir paysan-pilote et apprendre les nouvelles techniques agricoles* ».

Ce sont ensuite des ateliers de sensibilisation sur la structuration en groupements organisés par la CAPAD et le CSA auxquels Athanase a participé. Il se souvient : « *La première année, plus de 1.165 personnes se sont rassemblées pour former 118 groupements sur la colline Mugongo* ». Les groupements ainsi constitués, les formations en renforcement de capacités ont pu démarrer.

Des activités axées sur la coopération

Alors que les activités menées en amont par les organisations du consortium ont permis une augmentation de la production des agriculteurs de la région du Moso, celles qui ont été conduites par le couple CAPAD/CSA avaient pour vocation de proposer un accompagnement permettant d'en tirer les meilleurs avantages. Athanase nous raconte que les membres des différents groupements ont été formés pour être en mesure de créer et gérer une coopérative. C'est ainsi que la coopérative « TUZUBUKENE » a vu le jour en 2014 sur sa colline.

Athanase observe que tout n'est pas idéal et que tous les membres de la coopérative ne peuvent pas bénéficier des services proposés par la coopérative de la même manière. « *Tout le monde n'a pas de surplus à stocker. D'autres ont des difficultés pour acheminer leur production étant donné qu'ils n'ont pas de vélo et doivent porter leur récolte sur leur tête sur de longues distances* ». Quant à l'accès au crédit au travers de la coopérative, ça n'est pas si simple non plus. « *La coopérative n'a pas encore une trésorerie suffisante pour contracter un crédit auprès d'un orga-*

nisme de microfinance ».

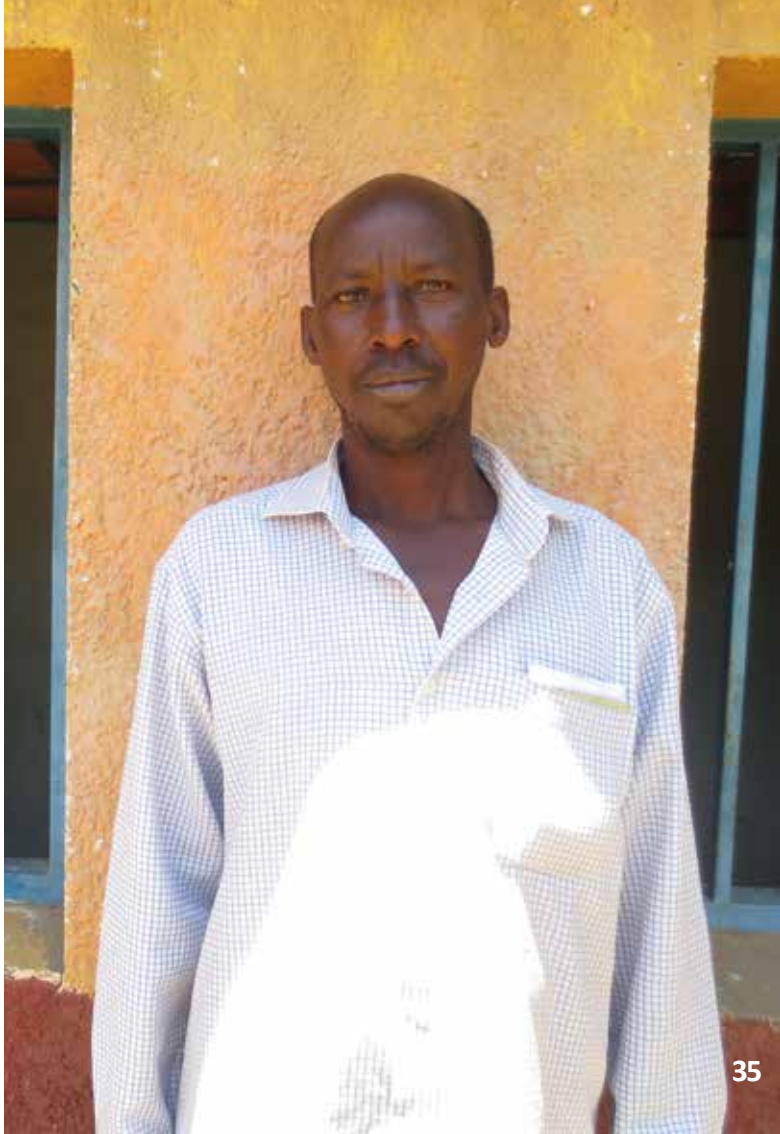
Néanmoins, des activités axées sur la coopération permettent d'ores et déjà des avancées. Athanase nous explique que si la coopérative n'a pas directement accès au crédit, le groupement auquel il appartient a décidé de créer une mutuelle de solidarité auprès de laquelle il a déjà contracté plusieurs crédits. « *Ces crédits sont à l'origine d'activités génératrices de revenus, j'ai moi-même pu investir dans le développement de mon activité agricole* ».

Prise de responsabilité et prise en main de la coopérative

Devenir leader pour développer la famille et la communauté

Athanase a rejoint la coopérative dès ses débuts. Il suivait notamment de près les activités de commercialisation. Ce sont des élections anticipées qui vont changer le cours des évènements. Il nous raconte : « *Pendant le mandat de l'ancien président de la coopérative, nous avions remarqué qu'une partie de la production avait disparu du hangar de stockage. Des palettes entières manquaient. Les membres de la coopérative ont alors demandé l'éviction du président et ont appelé à de nouvelles élections. Les membres de la coopérative m'ont dit qu'ils pensaient que je ferais un bon leader, j'ai décidé de me présenter* ».

Athanase nous explique que s'il avait choisi d'être paysan-pilote c'est parce qu'il souhaitait développer son exploitation pour sa famille, mais aussi pour voir son en-



tourage évoluer. Son programme électoral reflétait cette même envie. « *J'ai bien sûr mis en avant ma volonté de corriger les erreurs commises par le président évincé, mais aussi mon ambition pour la coopérative, celle de la voir grandir et se développer* ».

Gérer une coopérative, un travail de tous les instants

En tant que leader de la coopérative « TUZUBUKENE », Athanase est en charge de la gestion quotidienne et du développement de la structure. Une rencontre avec les membres est organisée tous les trimestres pour les informer des avancées des activités et procéder à la reconduction des organes de gestion. L'agriculteur fraîchement élu illustre l'importance de la question du renouvellement des personnes en charge de la gestion de la coopérative : « *Lors de notre dernière rencontre, les membres ont exprimé leur mécontentement quant à la gestion d'un des hangars de stockage, le comité de gestion n'a pas reçu le vote de confiance des membres et n'a pas été reconduit* ».

Athanase nous indique aussi qu'occuper la présidence de la coopérative est un travail de tous les instants. « *Pour un être un bon président de coopérative, il faut s'y consacrer pleinement. Moi, je dédie au moins 2 à 3 jours par semaine aux activités de la coopérative, c'est un gros investissement* ». Et lorsqu'Athanase manque de temps pour se consacrer à ses activités champêtres, il fait appel à de la main d'œuvre salariée. « *Le plus souvent* », nous dit-il, « *il s'agit d'une main d'œuvre que je recrute en dehors du groupement et que je rémunère 2.000 FBU par jour* ».

Des avancées encourageantes

Le renforcement de la cohésion sociale

Le développement des activités et des services autour de la coopérative semble avoir donné une nouvelle impulsion aux relations qu'entretenaient les habitants de la colline. « *Avant la mise en place des groupements et des services de la coopératives, il était rare que les gens travaillent ensemble. Aujourd'hui, ils s'entre-aident. Nous avons constaté une réel renforcement de la cohésion sociale* », nous explique Athanase. Et pour illustrer ses propos, il prend l'exemple du développement rapide des champs communautaires sur la colline, notamment des champs de manioc et de maïs.

Ces nouvelles activités collectives charrient avec elles leur lot de défis, nous explique Athanase. « *Nous devons gérer des situations nouvelles, résoudre des conflits et des problèmes auxquels nous n'étions pas confrontés* ». Le président de la coopérative fait notamment référence au manque d'investissement de certains membres, qui ne se présentent pas aux activités et ne préviennent pas de leur absence ou au non-paiement des cotisations de la part de certains. « *Mais dans les 2 cas* », explique Athanase, « *nous prenons les mesures nécessaires et les gardons à distance pour que le reste du groupe continue à avancer* ».

« En 5 ans d'activité sur la colline, nous avons augmenté la production et diminué la famine »

Toujours plus de projets sur la route vers l'autonomie

« *En 5 ans d'activité* », explique Athanase, « *nous avons augmenté la production et diminué la famine* ». Ces progrès l'encouragent à continuer de développer la coopérative : « *La coopérative doit avoir ses propres bureaux, c'est un chantier important que je souhaiterais mettre en œuvre. Je voudrais aussi que la coopérative achète un camion, ce serait idéal pour acheminer les récoltes vers les hangars de stockage* ». Et le leader ne perd pas de vue l'importance de s'adresser à tous : « *je tiens à ce que la coopérative propose des activités génératrices de revenu à l'ensemble de ses membres* ». Il s'il se sent prêt et suffisamment outillé pour relever de nouveaux défis, Athanase nous confie toutefois qu'il serait toujours preneur si de nouvelles formations ou séances de recyclage devaient s'organiser.

Quant à sa situation personnelle, Athanase nous fait part de sa satisfaction. « *Aujourd'hui, j'ai un surplus que je peux vendre sur le marché. Grâce aux profits de ces dernières années, jai 5 vaches et 10 poules* ». Et l'agriculteur-éleveur ne compte pas en rester là. Il nous confie avoir de nombreux projets pour l'avenir. « *Je souhaiterais ne plus dépendre de mon vélo et m'acheter une moto. J'ai aussi le projet d'agrandir mon exploitation à 3 ou 4 hectares. Et puis je souhaiterais que mes enfants soient tous scolarisés, pour qu'ils entrent dans la vie active avec les meilleures chances.* » ■

Adapter ses méthodes de production et toujours chercher à s'améliorer

Ernest BARIJANE
→ agriculteur

ÂGE : 43 ans
FAMILLE : marié, 6 enfants
COMMUNE : Kinyinya
COLLINE : Nyamigina
SUPERFICIE EXPLOITÉE : 4 hectares
CULTURES PRINCIPALES : riz, manioc, arachide, banane
AUTRES ACTIVITÉS : président du groupement
ACCOMPAGNEMENT CAPAD : structuration en groupement, crédit, stockage

Entretien réalisé le 13 février 2018

Ernest Barijane nous accueille chez lui, sur la colline de Nyamigina dans la commune de Kinyinya. À 43 ans, Ernest a la chance d'avoir hérité de son père de 3 propriétés qui représentent une superficie totale de 4 hectares. Il y cultive le riz, le manioc, l'arachide et la banane.

Sous-exploitation et gaspillage

Ernest nous raconte qu'exploiter de manière optimale les surfaces dont il dispose a longtemps été une préoccupation. « A*vant 2014, et donc avant de prendre part aux activités mises en place par le programme FBSA-Moso, ma famille et moi n'étions pas en mesure, à nous seuls, d'obtenir un bon rendement, celui auquel nous pouvions prétendre* ».

Développer ses connaissances et changer de méthodes

C'est en observant les exploitations dans sa commune que la réflexion d'Ernest sur le rendement potentiel de ses exploitations a pris une nouvelle tournure. « *Je voyais des régimes de bananes vraiment exceptionnels chez mes voisins. J'ai compris qu'il fallait que je développe mes connaissances sur la culture de la banane, que je change mes méthodes de culture pour obtenir un meilleur rendement* ».

« Ma famille et moi n'étions pas en mesure d'obtenir un bon rendement »

Des activités génératrices de revenus grâce à la force du groupe

Le point de rupture, la structuration en groupement, l'adhésion à la coopérative et la création d'une MUSO

Ernest identifie les formations sur les techniques agricoles comme un point de rupture. Suite à ces formations, qu'il a suivies avec une dizaine de voisins, et aux plants de bananes qu'ils ont reçus dans le cadre du projet, ils ont été en mesure de planter 10 rangées de bananes FHIA, une variété de bananes plus résistante que celles qu'ils avaient l'habitude de cultiver et qui depuis plusieurs années souffraient de fusariose, une maladie fongique.

Ce sont ensuite ces mêmes personnes qui ont répondu positivement à l'appel de la CAPAD de se structurer en groupement. Aujourd'hui, le groupement en est à sa deuxième année d'existence et Ernest en est devenu le président.

Le principal projet entrepris par le groupement a été de créer une mutuelle de solidarité avec un autre groupement de 10 personnes de la colline de Nyamigina. « *La création de ce système d'épargne avec la constitution d'un capital via la contribution financière de chacun des membres* », nous explique Ernest, « *permet d'accéder au crédit sans devoir recourir aux micro-crédits* ». Ernest nous raconte que le fonds constitué par la MUSO a conduit à la mise en place d'activités agricoles communes aux membres du groupe-

ment, mais également, au développement de ses activités personnelles et familiales.

La solidarité et la gestion quotidienne autour d'activités agricoles communes

Suite aux formations proposées par la CAPAD et le CSA sur la structuration en groupement et la création d'une MUSO, les membres ont imaginé la mise en place d'activités communes qui permettraient de générer des revenus pour l'ensemble des membres.

C'est ainsi qu'ils ont décidé de louer des terres en commun, où ils ont planté du maïs et des arachides, et de les exploiter ensemble. C'est également au nom de la MUSO qu'ils achètent des engrais, du riz et du sorgho, qu'ils ont acheté des animaux d'élevage qui leur permet de produire de la fumure organique et qu'ils envisagent d'acheter une vache en commun.

Aujourd'hui, la MUSO, qui se réunit 1 à 2 fois par mois, dispose d'un capital propre et le compte ouvert dans un organisme de micro-crédit (compte qui a été ouvert par le groupement avant la création de la MUSO) leur permet d'y réinjecter des fonds selon les besoins.

Ernest nous explique le rôle central du promoteur économique de la CAPAD qui est envoyé dans sa colline : « *Emile n'est pas toujours présent lors de nos réunions, mais il vient à chaque fois que nous le sollicitons. C'est important qu'il soit disponible, certains membres de la MUSO sont analphabètes et nous ne sommes pas à l'abri*

de commettre des erreurs, notamment au niveau comptable. Gérer ces structures, c'est nouveau pour nous et lui est en mesure de nous corriger. Emile est là pour nous accompagner ».

Une tendance très positive, mais du chemin reste à faire

La MUSO a permis le développement économique de chacun des membres

Parallèlement au développement d'activités champêtres communes, la MUSO a permis à Ernest et à chacun de ses membres d'exploiter les surfaces dont ils disposent. Ils ont en effet mis en place un système de rotation de la main d'œuvre qui alimente le capital de la MUSO.

Ernest nous en explique le fonctionnement : « *Le salaire d'un ouvrier est de 1.500 FBU par jour. Si j'estime que j'ai besoin de 16 ouvriers pendant une journée pour réaliser les travaux dans mon champ, je mobiliserai 16 membres de la MUSO et verserai 24.000 FBU sur le compte de la MUSO. Ensuite, c'est le principe de l'alternance : après mon champ, ce sera celui d'un autre membre sur lequel nous travaillerons* ».

La fin du gaspillage, une meilleure gestion des stocks avec la coopérative et de nouvelles productions

Ernest raconte que dans la commune de Kinyinya, avant que les habitants ne suivent les formations en renforcement de capacités, qu'ils ne créent la MUSO ou qu'ils ne deviennent membres de la coopérative, le gaspillage était

un véritable problème.

« *Nous produisions des tonnes de riz dans la commune, mais nous n'avions pas pensé la question du stockage et nous gaspillions notre production* ». La vente directe à bas prix de la production était une pratique partagée par tous.

Depuis 2017, Ernest a commencé à stocker et ce sont plus de 375 kg de riz et 85 kg de maïs qu'il est parvenu à acheminer jusqu'au hangar de stockage de la coopérative qui sécurise ainsi sa production. « *Aujourd'hui, nous avons arrêté de gaspiller et nous sommes plus prospères qu'avant* ». Ernest constate ainsi que « d*u chemin reste encore à faire, mais la tendance est vraiment très positive puisque chaque membre du groupement a vu ses revenus augmenter* ».

Un niveau de vie qui évolue, mais un besoin de suivi

Grâce aux crédits contractés auprès de la MUSO, la vie quotidienne d'Ernest a évolué. Même s'il doit dégager 2 jours par mois pour les réunions avec le groupement et une fois par mois pour celles avec la MUSO, Ernest s'occupe toujours essentiellement des activités champêtres sur ses différentes exploitations.

Toutefois, le rendement qu'il en retire est différent de la situation de 2016. Sur les 2 dernières années écoulées, Ernest a en effet pu aménager son marais, fabriquer des briques en terre cuite pour améliorer son habitat et est à présent en mesure de payer de la main d'œuvre qui lui permet de tirer le meilleur rendement de ses exploitations, notamment lors de la récolte de riz.

Cependant, si la situation d'Ernest et des membres du groupement s'est sensiblement améliorée, il est conscient que ces nouvelles techniques et nouveaux acquis ne sont pas encore parfaitement maîtrisés par tous et précise « *nous avons besoin de recyclage, de revoir certaines formations techniques et d'augmenter leur fréquence* ». ■

« Nous avons arrêté de gaspiller et nous sommes plus prospères qu'avant »

Se former pour entreprendre et se donner les moyens de ses ambitions

Espérance NIZIGIYIMANA
→ agricultrice

ÂGE : 33 ans
FAMILLE : mariée, 5 enfants
COMMUNE : Kinyinya
COLLINE : Musumba
SUPERFICIE EXPLOITÉE : 6 hectares
CULTURES PRINCIPALES : maïs, banane, haricot
AUTRES ACTIVITÉS : transformation de la banane et commerce de la bière
ACCOMPAGNEMENT CAPAD : structuration en groupement, crédit, stockage

Entretien réalisé le 13 février 2018

Espérance Nizigiyimana nous accueille chez elle. Son mari n'est pas là, mais quelques voisins, curieux de nos échanges, sont venus tendre l'oreille. Nous installons des bancs dans la cour qui séparent les deux bâtisses qui composent sa maison et Espérance nous raconte.

Identification des besoins, formations et nouvelles perspectives

Avant de prendre part aux activités proposées dans le cadre du programme FBSA-Moso en 2014, Espérance et son mari n'avaient pas les ressources financières nécessaires à l'exploitation des surfaces dont ils disposaient. « *La main d'œuvre était trop chère* » nous dit-elle. « *Je pouvais quand même nourrir et habiller mes enfants mais je ne produisais pas autant que je l'aurais souhaité* ».

Le groupement et la coopérative, sources d'initiatives et de solidarité

Espérance a d'abord participé à une série de formations sur la maîtrise de nouvelles techniques agricoles. Ensuite, avec le soutien de la CAPAD et du CSA, elle a rejoint un groupement composé de 10 personnes et une coopérative. « *Des activités champêtres se sont organisées autour du groupement* », nous raconte Espérance. « *C'est aussi avec les membres du groupement que nous avons mis en place une chaîne de solidarité. Nous avons acheté une chèvre en commun et les petits de chaque portée sont distribués aux membres. A terme, nous espérons que chacun d'entre eux puisse recevoir une chèvre* ».

« La main d'œuvre était trop chère… je ne produisais pas autant que je l'aurais souhaité »

Stocker la production dans le hangar de la coopérative, un bon moyen pour lutter contre le gaspillage

« *J'ai aussi été sensibilisée à la question du stockage* », déclare Espérance. Cet aspect a été crucial dans sa démarche et Espérance a beaucoup insisté sur l'importance de la sécurisation de la production.« *Stocker notre production dans le hangar de la coopérative a été un bon moyen pour lutter contre le gaspillage. Cela nous permet de gérer, de contrôler notre production. On n'est pas tenté de prendre une poignée de haricots ou de maïs, juste pour, par exemple, aller s'acheter une bière. Nous sommes désormais en mesure d'attendre que les prix soient rémunérateurs* ».

Des changements notables à différents niveaux

Travail dans les champs le matin et activité commerciale l'après-midi

Créer une Mutuelle de Solidarité (MUSO) avec son groupement et l'appui de la CAPAD et du CSA a aussi été un déclic. « *Avant, nous contractions des crédits usuraires à des taux exorbitants. Aujourd'hui, j'ai déjà contracté plus de 10 crédits auprès de la MUSO à des conditions cor-*

rectes, ce qui me permet d'avancer progressivement dans mes différents projets ». C'est en effet grâce à la MUSO qu'Espérance a pu acheter un porc et une vache qui l'approvisionnent en fumure organique.

Des formations aux activités génératrices de revenus

« *Avec la CAPAD, j'ai suivi des formations sur la commercialisation et l'élaboration d'un business plan* », témoigne Espérance. C'est alors qu'elle a commencé à imaginer une activité de transformation de la banane en bière et la mise en place d'un petit bistro. Avec les crédits contractés auprès de la MUSO, elle et son mari ont alors pu entamer ces activités, puis louer une maison pour en faire le commerce et même aujourd'hui, acheter une parcelle pour ouvrir leur bistro. « *Maintenant, je travaille dans les champs le matin, et l'après-midi, je tiens le bistro ou je vais dans le centre du village pour acheter des bananes (où elles sont cheminées et les prix négociés) qui me permettent de compléter notre stock* ». Petit à petit, grâce aux bénéfices engrangés et l'accès au crédit, Espérance a pu exploiter l'ensemble de sa superficie et accroître sa production.

Des méthodes et des bénéfices qui inspirent les voisins

Depuis qu'elle a augmenté sa production et diversifié ses activités, la situation d'Espérance et de sa famille a évolué. « *Aujourd'hui, nous engrangeons des bénéfices. Nous ne vendons plus notre production en dessous des prix du marché* ».

Dans l'entourage d'Espérance, ils sont quelques-uns a aussi s'être essayés aux nouvelles techniques et modes d'organisation. Espérance est consciente que l'apprentissage est constant. Quand elle rencontre une difficulté ou qu'elle a une question, elle appelle le promoteur économique de la CAPAD qui se rend disponible pour répondre à ses interrogations. Espérance se souvient que certains membres de son groupement avaient du mal à accepter que les dividendes de la MUSO ne soient pas redistribués la même année. Ils ont alors appelé leur promoteur économique, Emile, qui a évité le début d'un conflit en réexpliquant les principes de la MUSO.

La situation dans laquelle Espérance se trouve aujourd'hui l'encourage à toujours plus se projeter : « *J'ai même contracté un crédit agricole auprès d'un organisme de microfinance pour augmenter encore notre capital et poursuivre nos activités* ».

« Aujourd'hui, nous engrangeons des bénéfices, nous ne vendons plus notre production en dessous des prix du marché »

Continuer à améliorer le quotidien

Si Espérance met tout en œuvre pour continuer à développer ses activités génératrices de revenu, c'est en pensant à ses enfants. « *Je voudrais continuer à améliorer le quotidien. Améliorer encore l'alimentation de mes enfants, notre habitat. Nous avons récemment fabriqué des briques cuites pour une partie de notre maison mais je voudrais la terminer* ». Elle ajoute aussi qu'elle souhaiterait aussi qu'un jour ses enfants aient un moyen de déplacement. Ils parcourent 10 km à pied tous les jours pour aller à l'école. ■

Financé par le **Fonds belge pour la Sécurité alimentaire** (FBSA) dans le cadre du programme de sécurité alimentaire dans le Moso au Burundi
et réalisé avec le soutien de la **Coopération belge au Développement**

Avec l'appui de l'**Agence Française de Développement** via le réseau **AgriCord**
et son programme « **Fermiers contre la pauvreté** », ainsi que **Wallonie-Bruxelles International**

Éditeur responsable : Collectif Stratégies Alimentaires, Alex Danau
Boulevard Léopold II, 184 D – 1080 Bruxelles – Belgique / +32 (0)2 412 06 60
www.csa-be.org / info@csa-be.org

Le carnet que vous tenez entre les mains rassemble les témoignages d'agricultrices et d'agriculteurs de la région du Moso.

À l'Est du Burundi, à la frontière avec la Tanzanie, nous sommes allés à leur rencontre au terme des 5 années d'activités réalisées par la CAPAD et le CSA dans le cadre du programme FBSA-Moso.

CSA CAPAD AFD AgriCord Farmers Fighting Poverty Wallonie - Bruxelles International.be Belgique partenaire du développement